

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur 

BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA)

19 rue Pierre Brasseur
ZA
77100 Meaux

Références : E/25-2880
Helios : 63049
Code AIOT : 0006501602

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA) implanté 19, rue Pierre Brasseur ZA 77100 Meaux. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le département de Seine-et-Marne (77) a participé du 13 au 17 octobre 2025 à l'exercice HYDROS 25 organisé par le Préfet de Police, préfet de la Zone de défense et de sécurité de Paris. Cet exercice simulait une crue majeure de la Seine, de la Marne et de leurs affluents en Île-de-France.

Le site BASF de Meaux a été retenu pour participer à cet exercice au travers d'un scénario simulant une inondation du site par débordement de la Marne. Compte tenu des niveaux et des débits simulés dans le cadre de l'exercice et des prévisions défavorables, ce tronçon de la Marne serait placé le 13 octobre à compter de 10h00 en vigilance Orange par le service de prévision des crues (SPC). L'exploitant a alors déclenché son Plan Opérateur Interne (POI). L'inspection des installations

classées a participé à cet exercice, qui s'est déroulé le 13 octobre 2025, afin de vérifier la bonne mise en œuvre des dispositions prévues par l'exploitant dans son POI pour prévenir tout incident ou accident industriel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF (ex COGNIS FRANCE SIDOBRE SINNOVA)
- 19, rue Pierre Brasseur ZA 77100 Meaux
- Code AIOT : 0006501602
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BASF de Meaux (précédemment dénommée COGNIS), située à 50 km à l'Est de Paris, a été mise en service en 1938 et emploie actuellement environ 120 personnes.

L'usine fabrique principalement des tensio-actifs à destination des industries de détergence et de la cosmétique ainsi que des dérivés d'alcools gras.

L'établissement est soumis à autorisation et est classé "Seveso Seuil Haut" au titre des rubriques 4510 et 4511 par dépassement direct du seuil haut de ces deux rubriques.

En raison de son classement "Seveso Seuil Haut", le site est soumis de fait à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

L'activité est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral n°2019/37/DCSE/BPE/IC du 19 juin 2019.

Le site relève également de la directive IED pour son activité de fabrication de produits chimiques organiques et inorganiques au titre des rubriques 3410 et 3420.

Par ailleurs, l'établissement BASF fait l'objet d'un PPRT approuvé par arrêté préfectoral n°13 DSCE IC 017 du 12 février 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'Opération Interne - Scénario Inondation	AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	POI - Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne - 1	AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.1	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne - 2	AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.2	Sans objet
3	Plan d'Opération Interne - 3	AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réalisation de ce scénario a permis à la société BASF de tester son POI et les mesures qui y sont prévues en cas de crue de la Marne.

L'inspection a constaté de manière générale une bonne organisation de l'équipe de BASF dans le cadre de la mise en œuvre des actions prévues dans le POI et de la procédure de gestion de l'inondation malgré un scénario extrême d'inondation du site et indépendant du scénario prévu dans le POI. Toutefois, le retour d'expérience de cet exercice a permis d'identifier des pistes d'amélioration de certains points de la procédure de gestion de l'inondation mise en place par BASF notamment la priorisation des actions à mettre en place et l'évaluation de leur cinétique, l'anticipation des demandes d'intervention des prestataires externes et la gestion du personnel, indispensable sur le site en cas de crise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne - 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Prescription contrôlée : Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le POI est établi à partir des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers. Il inclut notamment les mesures de maîtrise des risques organisationnelles impliquant des moyens humains et matériels d'intervention dépassant le cadre de l'atelier à l'origine du risque traité, ainsi que l'ensemble des moyens du système de lutte contre l'incendie. [...]
Constats : Un plan d'opération interne à jour est disponible sur site. Celui-ci comporte les mesures d'organisation à mettre en place en termes de déclenchement de POI (mis en place d'un poste de commandement, moyens et modalités d'alerte) ainsi que les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ces moyens sont définis par type de scénario d'accident/incident. Des fiches guide et des fiches réflexes sont également présentes dans le POI pour faciliter la mise en œuvre des dispositions qui y sont prévues. Des listes des personnes et entités à contacter, des moyens d'urgence, des prestataires externes ainsi que des plans détaillés du site sont également présents dans le POI. Lors de l'exercice du 13 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a mis en place les différentes étapes organisationnelles ainsi que les moyens d'alerte sans difficulté. Le poste de commandement a été rapidement mis en place et les instructions du DOI étaient rapides et claires. L'application des étapes et mesures par le personnel sur le terrain était également rapide et efficace. Des points de situation étaient réalisés régulièrement afin de suivre l'évolution de la situation. Une main courante manuscrite des différentes instructions et actions mises en place était établie d'une façon précise, dans un format adapté pour cet exercice. La mise en place d'un outil dématérialisé permettrait de faciliter le suivi de la main courante pour un incident de longue temporalité (plusieurs heures voire plusieurs jours).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne - 2

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte externe du déclenchement du POI
Prescription contrôlée : L'exploitant alerte les autorités du déclenchement de son POI. À cet effet, une liaison téléphonique, fixe, auto-alimentée, supervisée et dédiée est prévue avec le centre de traitement de l'alerte. De plus, l'exploitant devra faire état dans les meilleurs délais, au moyen d'une transmission par fax, de la caractérisation de son accident suivant le découpage défini dans le Plan Particulier d'Intervention. Cette disposition permet de s'assurer que les autorités disposeront de l'information nécessaire à l'établissement d'un périmètre de sécurité adapté lors du déclenchement du Plan Particulier d'Intervention.
Constats : Lors de l'exercice HYDROS 25 du 13 octobre 2025 et suite au déclenchement du POI, la communication aux différentes administrations et personnes concernées a rapidement été effectuée. Le SIDPC de la Préfecture de Seine-et-Marne a notamment été informé. Des points de situations réguliers avec la préfecture décrivant les mesures mises en œuvre et l'évolution de l'incident et de son impact sur le site, ont été réalisés. Les incidents résultant du scénario d'inondation simulé le 13 octobre 2025 n'ayant pas d'impact en dehors du site et étant maîtrisés par l'exploitant, le déclenchement du PPI n'a pas été nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'Opération Interne - 3

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions diverses
Prescription contrôlée : Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'une version du POI à jour était disposée dans la salle de gestion de crise (dite poste de commandement). Les différentes fiches du POI étaient bien rangées par thématique (communication, déclenchement du POI, rôles des personnes concernées, etc;) et par scénario d'accident prévu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'Opération Interne - Scénario Inondation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/06/2019, article 8.12.10.1
Thème(s) : Autre, Adéquation des mesures prévues
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'une consigne relative à l'organisation des parades à mettre en place et des actions préventives à mener lors des crues de la Marne, pour prévenir toute pollution, incident ou accident lié à la montée des eaux dans l'enceinte de l'établissement. Le scénario relatif à la montée des eaux est intégré au Plan d'Opération Interne de l'établissement. [...]
Constats : Le scénario relatif à la montée des eaux de la Marne est bien intégré au Plan d'Opération Interne de l'établissement. Une procédure inondation a été mise en place en 2025. Celle-ci est référencée MEA-PR-0539. L'exploitant a présenté rapidement cette procédure à l'inspection des installations classées avant le début de l'exercice HYDROS 25. L'exploitant a indiqué suivre le site d'alerte « vigicrues.gouv.fr » et être en capacité de mettre en place les mesures préventives dès les premières alertes. La procédure comporte les différentes mesures à mettre en œuvre selon l'alerte donnée sur le site Vigicrues (jaune, orange). La procédure indique que dès l'atteinte de la cote 48 m NGF sur certains endroits du site, le POI est déclenché. Cette hauteur est signe d'un début d'inondation de la partie sud-est du site. Un repère allant jusqu'à 1 m traduisant la hauteur d'eau sur le site est mis en place sur différents endroits stratégiques du site. Selon la hauteur d'eau atteinte, des recommandations relatives à l'accès à ces zones impactées sont mises en place. L'efficacité des mesures prévues dans cette procédure a pu être testée lors de l'exercice inondation du 13 octobre 2025. Il ressort à la suite de l'exercice POI simulé ainsi que les échanges ayant eu lieu avec l'exploitant, que certaines pistes d'amélioration sont à prévoir dans la procédure mise en place : 1- L'inspection a constaté que le fait de s'appuyer uniquement sur le suivi des niveaux de vigilance de Vigicrues pour mettre en place les actions préventives n'était pas suffisant. En effet, une surveillance de la hauteur des eaux doit être couplée à la surveillance des alertes météo du fait du basculement rapide de la situation d'inondation sur le site à partir d'une hauteur de 48m NGF. 2- L'Inspection a constaté que la procédure ne prévoyait pas l'organisation des moyens de personnels lors d'un scénario inondation. Toutefois, lors du déroulement de l'exercice, l'exploitant a bien dressé une liste des moyens de personnels nécessaires pour la gestion de la crise. Cette liste se basait en premier lieu sur les fonctions des agents nécessaires pour la gestion de crise. Dans un second temps, le personnel disponible par fonction demandée a été mobilisé. Au regard de ce retour d'expérience, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à compléter la

procédure inondation par la définition des moyens de personnels nécessaires à mobiliser(compétences / fonctions).

3- La procédure prévoit, pour plusieurs actions, une intervention ou un recours à un prestataire externe (pompage de cuve, déplacement de produits vers des stockages externes, location de groupe électrogène, etc..). L'inspection des installations classées a constaté que l'organisation (logistique, délai de mise en œuvre, etc) de l'exploitant avec ces prestataires n'est pas suffisamment anticipée. En effet, aucun contrat ou engagement voire aucune prise de contact n'a été prévue avec ces prestataires pour que le site de BASF soit priorisé ou dépanné en cas d'inondation.

4- Au vu des difficultés d'accès au site et de la durée d'intervention voire l'indisponibilité d'un prestataire externe constatés lors de l'exercice du 13 octobre 2025,il conviendrait à l'exploitant de revoir son organisation pour être autonome dans le déploiement de certaines actions de prévention et de maîtrise du risque en cas d'inondation. Pour ce faire, il doit évaluer la durée nécessaire à la mise en place de chaque opération prévue dans la procédure (déplacement des déchets et produits, pompage de cuves et fosses, démontage des pompes, moyen permettant l'arrivée du personnel sur site, etc). Ceci lui permettra une meilleure anticipation et une meilleure gestion de la crise en cas de scénario d'inondation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n° 13102025-1 : Au regard du retour d'expérience de l'exercice HYDROS 25 du 13 octobre 2025, l'exploitant doit mettre à jour la procédure inondation en tenant compte des recommandations suivantes de l'Inspection :

- coupler le suivi des alertes Vigicrues avec la surveillance des hauteurs d'eau et des alertes Météo,
- intégrer l'organisation des moyens de personnels à mobiliser pour la gestion de crise,
- prendre l'attache des prestataires externes pour identifier les besoins du site et s'accorder sur les modalités d'intervention,
- évaluer la cinétique des opérations nécessaires pour la mise en sécurité du site et revoir, s'il y a lieu, l'organisation pour leur déploiement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : POI - Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de dispositions
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; <ul style="list-style-type: none">- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Constats : L'exploitant a mis à jour son POI en décembre 2024 en intégrant pour chaque fiche de scénario concerné : <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements nécessaires au suivi des substances précitées et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant fait appel à des prestataires externes dont les coordonnées sont référencés dans une annexe du POI. Toutefois, l'Inspection n'a pas pu constater le déploiement de ces prélèvements environnementaux lors de l'exercice du 13 octobre 2025, vu la nature de l'exercice simulé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n° 13102025-2: L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les contrats établis avec les prestataires externes concernant les premiers prélèvements environnementaux. Il indiquera également les modalités d'intervention prévues de ces organismes en cas d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois